

Accords fiscaux—Loi

Le gouvernement soutient que l'initiative économique la plus importante qu'il ait prise jusqu'ici est celle relative aux pourparlers concernant le libre-échange. Le premier ministre affirme que le thème de sa prochaine campagne électorale sera axé sur les moyens d'accroître la compétitivité et la productivité du Canada. Nous concurrencerons ainsi les Américains dans un régime de libre-échange. Il nous demande de faire un grand saut dans l'inconnu basé sur un acte de foi, mais ensuite il nous attache un boulet au pied.

Comment fait-on pour accroître la productivité quand on pratique des compressions dans le domaine de l'éducation? Comment fait-on pour accroître le nombre des chercheurs, former des gestionnaires plus compétents et accroître la productivité des industries, si on réduit le subventionnement des universités et des collèges communautaires? Comment inciter les Canadiens à faire preuve de dynamisme sur la scène internationale, si on limite les programmes de recherche? Nous avons appris tout à l'heure à la Chambre que les crédits destinés aux programmes de recherche des petites entreprises seraient tronqués de 60 millions de dollars. Comment veut-on que le Canada réussisse à soutenir la nouvelle concurrence, si l'on dresse des obstacles sur son chemin et l'oblige à concurrencer les États-Unis, les Japonais, ou les Européens qui consacrent des sommes beaucoup plus importantes à leurs programmes d'éducation, sans parler de leurs travaux de recherche et de développement? Pourtant, nous sabrons les dépenses dans ces mêmes domaines. C'est là une contradiction aberrante. Il y a vraiment lieu de s'interroger sur l'auteur de la politique du secteur public.

Le ministère des Finances restreint en quelque sorte notre capacité d'instruire et de former nos concitoyens et d'entreprendre des travaux de recherche. Le premier ministre disait à la télévision lundi soir dernier que le Canada aurait la chance de croître et de prospérer. Nous assistons à la charge de la brigade légère. En effet, un petit groupe trouve fantastique l'idée de traverser un mur de flammes et, ce faisant, de causer la perte du Canada. Pour ma part je n'y vois rien d'attrayant. Si le premier ministre veut courir ce risque en négociant, qu'il lise donc l'histoire des généraux britanniques pour voir combien de fois ils se sont trompés, puisqu'il tient tant à nous entraîner dans son erreur.

● (1540)

Je prends la parole aujourd'hui pour dire que le Manitoba, province productive, utile, qui compte un million de citoyens, examine de près ce que le gouvernement s'appête à faire, car cette mesure va le presser comme un citron et obliger les Manitobains à partir. Le Manitoba sera forcé de réduire les services qui lui ont donné toute sa vigueur. Nous ne sommes pas une province riche, aux ressources abondantes. Parce que nous n'avons pas le dynamisme économique du sud de l'Ontario, nous avons dû compter sur l'esprit et la débrouillardise des gens. Nous sommes très fiers de nos institutions.

L'une des meilleures universités canadiennes, l'Université du Manitoba, se trouve dans ma circonscription. Des gens de toutes sortes y ont étudié, de l'ambassadeur de Washington à la moitié des scénaristes de Hollywood. Mais voilà que tout va s'arrêter parce que le gouvernement aura tari la source.

Nous savons, au Manitoba, qu'il faut transformer notre économie. Nous devons emboîter le pas à la technologie de

pointe, afin d'accroître la productivité dans les secteurs de nos ressources et de l'agriculture.

Or, le gouvernement a enlevé à Winnipeg le Centre national de recherches qui devait s'y établir.

M. Dick: Vous étiez trop gâtés.

M. Axworthy: Ils disent que nous étions trop gâtés. Quelle affirmation stupide! Comment peuvent-ils affirmer qu'il y a trop de travaux de recherche dans une province? Comment les députés conservateurs peuvent-ils être assez bêtes pour vouloir prendre une revanche politique en enlevant à une province la possibilité d'aider ses agriculteurs et ses fabricants à être plus productifs? On voit bien là toute la puérité et l'étroitesse d'esprit de ce gouvernement dont toute l'intelligence consiste à opter pour une certaine satisfaction politique momentanée et à sacrifier la chance d'une région stratégique du pays de rester à la fine pointe des exigences du monde moderne.

On ne s'étonnera pas que ce gouvernement perde la faveur du peuple. On ne s'étonnera pas que le premier ministre ne reçoive l'appui que de 22 p. 100 de la population du Manitoba, soit le pourcentage le plus bas jamais enregistré dans cette province pour un premier ministre. Il faut s'y attendre quand le gouvernement impose des restrictions aux hôpitaux, aux centres de recherche et aux collèges communautaires dans le seul but de montrer à quel point il peut être impitoyable. Je vous assure qu'il ne faudra pas longtemps avant que la population du Manitoba et celle du Canada montrent à ce gouvernement qu'il fait fausse route. Le temps passe, les heures sont comptées.

Le sujet du débat d'aujourd'hui c'est qu'entre temps, beaucoup de mal peut être fait. Beaucoup d'étudiants ne pourront pas retourner à l'école. Beaucoup de personnes n'obtiendront pas les soins de santé dont ils ont besoin ni les programmes externes au coeur de Winnipeg et dans les collectivités du nord de la province. La population n'aura pas les soins de santé dont elle a besoin pour la simple raison qu'un groupe de personnes suffisantes et convaincues que Dieu est de leur côté ont décidé de limiter les dépenses gouvernementales. Et en plus, d'en partager le fardeau. Cependant, il n'y a pas partage, le gouvernement se contente de se décharger de ce fardeau sur ceux et celles qui sont le moins capables de payer et sur les régions les moins en mesure de soutenir les programmes. Aussi longtemps que nous le pourrons, nous nous opposerons à l'objectif visé par ce projet de loi et nous lançons un appel au peuple de ce pays pour qu'il signifie aux députés conservateurs qu'ils sont allés trop loin.

[Français]

M. Ricard: Monsieur le Président, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt les propos du député de Winnipeg—Fort Garry (M. Axworthy) et, la semaine dernière, j'ai eu l'occasion de visiter la belle ville de Winnipeg. J'ai vu aussi que le député, dans son argument, disait que nous ne nous intéressions pratiquement pas à l'éducation et que nous effectuions des coupures dans l'éducation. J'aimerais qu'il m'explique quelque chose. J'ai visité l'Institut de recherche canadien, une belle bâtisse de 35 millions de dollars qui est complètement vide et qui devait servir de lieu au Centre national de recherche, j'aimerais donc savoir pourquoi le Centre national de recherche a décidé de ne pas occuper cette bâtisse au mois de juillet 1984 soit un mois ou deux avant les élections.